



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1112

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Jean Grellier.

M. Jean Grellier. Ma question s'adresse à Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif. Monsieur le ministre, jeudi dernier à l'Élysée, vous avez lancé avec le Président de la République et plusieurs de vos collègues « la nouvelle France industrielle ». Devant de nombreux acteurs de l'entreprise, des partenaires sociaux et des représentants de diverses institutions, vous avez présenté trente-quatre grands projets industriels.

Ils ont été retenus à l'issue d'un travail de plus d'une année, s'appuyant sur les pôles de compétitivité ainsi que sur les comités stratégiques de filières du Conseil national de l'industrie.

Chacun de ces projets est piloté par un chef d'entreprise impliqué au sein du secteur concerné et capable de fédérer toutes les structures concourant à passer du stade de la conception recherche à celui de son industrialisation.

Ces trente-quatre projets concernent trois grands secteurs : la transition écologique et énergétique, l'économie du vivant et les nouvelles technologies pour une souveraineté numérique.

Monsieur le ministre, depuis quinze mois, vous avez dû affronter de nombreuses difficultés d'entreprises et y faire face en tentant de lutter contre le déclin industriel de notre pays. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) C'est l'objectif également de la proposition de loi qui sera examinée demain par notre Assemblée pour redonner des perspectives à l'économie réelle et à l'emploi industriel, en accompagnant la reprise des sites rentables et en encourageant l'actionnariat de long terme.

La nouvelle France industrielle que le Président de la République intègre dans une troisième révolution industrielle, engage notre pays dans la reconquête de son industrie : s'appuyant sur la richesse de son histoire, elle est résolument tournée vers son avenir.

Pouvez-vous indiquer, monsieur le ministre, à la représentation nationale, la stratégie que vous allez mettre en œuvre pour faire aboutir ces trente-quatre projets ? Quelles sont pour vous les conditions nécessaires à une forte mobilisation de tous les acteurs, sans sectarisme ni exclusive, qui permettront à la France de relever ces grands défis ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif.

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, nous avons perdu en dix ans

750 000 emplois industriels...

M. Jean-Louis Costes. Et ça continue !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*et notre base productive est aujourd'hui rétrécie dans des proportions préoccupantes. Le choix que nous avons fait est de concentrer nos ressources, nos moyens technologiques, notre intelligence humaine, notre offre industrielle, nos moyens publics, nos capitaux privés sur trente-quatre points forts de notre industrie, de manière à conquérir des marchés et à créer des emplois sur notre territoire. Les évaluations auxquelles nous avons procédé nous font penser qu'en l'espace de dix années, nous pouvons retrouver 479 000 emplois, représentant 18 milliards d'exportations supplémentaires. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce sont des évaluations aléatoires, mais nous souhaitons concentrer nos forces. Alors, nous avons demandé à l'industrie de faire ces projets : nous avons demandé à des dirigeants industriels de les mettre en œuvre et nous avons décidé d'ordonnancer tout le monde : les pôles de compétitivité, les syndicats, les industries, le Gouvernement et l'État.

Par exemple, sur cette nouvelle frontière technologique qu'est le véhicule sans chauffeur, les Américains sont en train d'avancer : nous avançons de notre côté. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Il en va de même pour les dirigeables ou encore l'avion électrique dont le prototype sera bientôt présenté. Ce sont là de nouveaux chantiers, de nouvelles frontières et tous les territoires se sont impliqués dans leur réussite.

Argent public, capitaux privés ; recherche publique, recherche-développement privée ; vision collective, initiative privée : c'est cela, la nouvelle France industrielle ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Grellier](#)

Circonscription : Deux-Sèvres (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1112

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 septembre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 septembre 2013](#)